

Programme de l'épreuve de composition d'histoire

La construction des États au Moyen-Orient (1920-2011)

La sortie de la Première Guerre mondiale passe par la création de nombreux États qui succèdent à l'Empire ottoman (1299-1922) et à l'Empire qadjar en Iran (1794-1925). Si la transition politique est très progressive, pour les élites dirigeantes et pour les institutions dont les continuités post-impériales ont été réévaluées par la recherche depuis vingt ans, la carte du Moyen-Orient contemporain (Égypte, Irak, Iran, Yichouv avant 1948/Israël à partir de 1948, Jordanie, Liban, Palestine, Turquie, Syrie et pays de la péninsule Arabique) est mise en place et l'État-nation s'impose comme le modèle de l'État moderne. À rebours d'une histoire européenne arc-boutée sur les accords Sykes-Picot (1916) et sur le partage du Moyen-Orient par les grandes puissances, l'historiographie récente met l'accent sur le rôle des élites et des sociétés de la région dans la construction des États, la multiplication des contestations et des révoltes contre les tutelles européennes, la force des mouvements politiques nationalistes et transnationaux portés par la politisation des classes moyennes et par l'essor des différents médias. Elle souligne aussi l'originalité des formes politiques adoptées – parfois difficilement et de façon inachevée. Le programme envisage ainsi une histoire politique et sociale centrée sur les acteurs de la région et sur un siècle afin de donner des clefs de compréhension sur le Moyen-Orient contemporain.

En 1920, la constitution de la Grande Assemblée nationale de Turquie par Mustafa Kemal à Ankara précède de peu la signature du traité de Sèvres dont les clauses précipitent la mobilisation nationaliste en Turquie. La même année, la conférence de San Remo confirme l'attribution des mandats à la France et la Grande-Bretagne sur les anciennes provinces arabes de l'empire ottoman appelées à l'indépendance. La France met fin à l'expérience du royaume arabe syrien. S'il ne remet pas en cause le principe des mandats et l'indépendance des anciennes provinces arabes de l'Empire ottoman, le traité de Lausanne (1923) consacre la victoire de l'État kémaliste et la fin des projets d'État kurde et arménien. Pour les dirigeants de ces nouveaux États et les élites politiques des mouvements nationalistes, l'enjeu est à la fois de rompre avec le modèle impérial et de construire des États répondant aux critères de modernité qui se sont imposés après la guerre (dont le modèle de l'État-nation), tout en défendant leur indépendance face aux tutelles européennes.

Après la Seconde Guerre mondiale, une deuxième vague de construction étatique commence avec les indépendances des derniers mandats français et britanniques, l'autorisation du multipartisme en Turquie (1946) puis la transformation de l'État kémaliste, la création de l'État d'Israël à partir des institutions du Yichouv, et le renversement des monarchies en Égypte (1952), en Irak (1958) au Yémen (1962). Les révolutions de l'époque des « global Sixties » et un nationalisme exacerbé ne touchent pas que les régimes républicains, dont l'Égypte nassérienne est alors le modèle. Mohammed Reza Shah lui-même adopte une « révolution blanche » - c'est-à-dire ni rouge, ou communiste, ni noire, ou cléricale - à partir de 1963 en Iran. La Guerre froide a ses dynamiques propres à l'échelle régionale dans une concurrence et parfois des affrontements entre modèles politiques et économiques.

De l'évolution de la stratégie des fédayins palestiniens après la guerre de 1967 à la révolution iranienne (1977-1979), plusieurs contestations manifestent à partir des années 1970 la crise de

la légitimité et de l'action publique des États du Moyen-Orient. La radicalisation autoritaire de bien des États – désormais qualifiés de « régimes » par leurs citoyens comme par les observateurs étrangers – confrontés à la reprise des conflits (guerre Iran-Irak, 1980-1988) et à la contestation dominée par les mouvements islamistes se superpose aux graves conséquences de la crise née du contre-choc pétrolier. Malgré l'objectif affiché de refonder la stabilité et l'ordre régional, l'invasion américaine en Irak (2003-2011) débouche sur une guerre civile et une relance du confessionnalisme qui débordent sur les pays voisins.

En 2011, la vague de révoltes appelées « printemps arabes » s'étend rapidement de la Tunisie à l'Égypte et à l'ensemble du Moyen-Orient, pays du Golfe compris. Elle met fin à l'exception d'une région qui a échappé à la vague de démocratisation des années 1980-1990. Les échecs militaires face à Israël, le repli sur les fonctions sécuritaires aux dépens de l'action sociale, l'épuisement des idéologies nationales héritées de l'entre-deux-guerres (nationalisme et socialisme en particulier), la croissance naturelle d'une population de plus en plus urbaine et les effets économiques et sociaux du contre-choc pétrolier font partie des principales causes de cette crise des États. Les révoltés de 2011 manifestent en criant que « le peuple veut la chute du régime ».

Le programme lie l'histoire des pays arabes (États de la péninsule Arabique, Irak, Syrie, Liban, Jordanie, Palestine, Égypte) à celle des pays non arabes (Turquie, Iran, Yichouv avant 1948/Israël à partir de 1948), sans écarter les revendications des mouvements nationaux qui ne sont pas parvenus à créer un État (Kurdes et Palestiniens en particulier). C'est une approche généraliste qui est attendue des candidats. Il ne s'agit pas de maîtriser la somme des histoires politiques de chaque État. Le programme exige en revanche la maîtrise du cadre chronologique régional, appuyé sur des exemples qui n'ont pas besoin d'être exhaustifs et de couvrir l'ensemble de la région mais qui ne négligent pas pour autant l'expérience des habitantes et habitants de la région et leur participation à la vie politique.

Si le programme n'est pas un programme de science politique, il invite les candidats à se familiariser avec quelques notions essentielles qui ont longtemps servi à décrire les États du Moyen-Orient, leur action et leur remise en cause (confessionnalisme, État rentier, patrimonialisme, tribalisme, islamisme, etc.). Il replace enfin la construction de ces États dans l'histoire mondiale des colonisations et des mouvements de décolonisation, de l'anti-impérialisme et de la Guerre froide, des réformes néo-libérales. En reliant l'histoire du Moyen-Orient à des questions générales étudiées dans le secondaire pour d'autres espaces, ce programme souhaite donner aux élèves de classes préparatoires une culture historique qui leur permette de comprendre non seulement les conflits mais aussi les réformes des États de la région et, plus généralement, les différents défis auxquels ils sont confrontés.

Bibliographie :

Pierre Blanc et Jean-Paul Chagnollaud, *Atlas du Moyen-Orient : Aux racines de la violence*, Autrement, Paris, 2023.

Olivier Bouquet, Philippe Pétriat et Pierre Vermeren, *Histoire du Moyen-Orient de l'Empire ottoman à nos jours*, Publications de la Sorbonne, Paris, 2016.

Hamit Bozarslan, *Sociologie politique du Moyen-Orient*, La Découverte, Paris, 2011.

Leyla Dakhli (dir.), *Le Moyen-Orient, fin XIXe-XXe siècle*, Points, Paris, 2016.

Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, *Histoire du Moyen-Orient du XIXe siècle à nos jours*, Armand Colin, Paris, 2023.

Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen et Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes*, Armand Colin, Paris, 2011.